

# États généraux de la sécurité à l'école : mauvaise chute du ministre !

Communiqué de presse FSU – 08 avril 2010

Les « États généraux de la sécurité à l'école » ont réuni les 7 et 8 avril 2010, à la Sorbonne, plusieurs centaines d'acteurs et partenaires, en majorité de l'éducation nationale.

Les 5 « orientations » que Luc Chatel a annoncées en clôture de ces États généraux sont en décalage complet avec les attentes exprimées lors de ces journées. Et pourtant, la richesse des présentations et des pistes proposées par Eric Debarbieux au nom du conseil scientifique pouvait laisser espérer que ces États généraux débouchent sur des mesures ambitieuses et partagées pour faire reculer la violence en milieu scolaire en agissant sur l'ensemble des facteurs.

Loin de s'appuyer sur les enseignements de la recherche et des expériences positives menées à l'étranger, le ministre persiste à prôner des mesures d'inspiration sécuritaire au détriment de dispositions éducatives et sociales. Englué dans le dogme de la réduction des emplois publics, il n'entend que doubler les effectifs des « équipes mobiles de sécurité » dont l'efficacité est largement contestée.

Face à la demande unanime d'une meilleure formation initiale et continue des personnels, le ministre n'évoque que des « modules de formation à la gestion des conflits », dont on voit mal comment ils pourront être assurés dans le contexte actuel de la dégradation de la formation professionnelle.

Ignorant les difficultés sociales que rencontrent de nombreux élèves et leurs familles, il prétend les « responsabiliser » à travers la menace de suppression des allocations familiales au risque de renforcer les difficultés des jeunes et de leurs familles.

A un moment de fortes inquiétudes sur l'avenir des ZEP, le ministre annonce la création d'un nouveau label (CLAIR) pour une centaine de collèges et lycées basé sur une totale déréglementation, tant pour les élèves que pour les personnels : révision à la baisse des exigences pour les élèves avec le seul socle commun, recrutement local sur profil des personnels par le chef d'établissement ...

La FSU tient à réaffirmer fermement que c'est d'abord en s'attachant à faire reculer les inégalités par des mesures sociales et préventives et à faire réussir à l'école tous les jeunes, dès le plus jeune âge, qu'on peut espérer faire reculer les diverses formes de la violence.

Cela nécessite un investissement éducatif à tous les niveaux: amélioration des conditions d'études des élèves et de travail des personnels, constitution d'équipes pluri professionnelles complètes et stables, un recrutement à la hauteur des besoins et des moyens pour travailler en équipe.